

Arrêt

n° 297 640 du 24 novembre 2023
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître O. TODTS
Rue Henri Jaspar 128
1060 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE

Vu la requête introduite le 7 avril 2023, par X, qui se déclare de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 13 mars 2023.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la loi ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 20 avril 2023 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 septembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 13 octobre 2023.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me O. TODTS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. BROUSMICHE *locum* Mes S. MATRAY, C. PIRONT et S. ARKOULIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUivant :

1. Faits pertinents de la cause

La requérante présente les faits de la cause comme suit :
« Verzoekster is afkomstig uit Marokko.

Op 23-09-2022 doet verzoekster een verblijfsaanvraag op basis van artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet.

Op 13-03-2023 wordt een weigeringsbeslissing genomen met een bevel om het grondgebied te verlaten.

Deze beslissing wordt op 16.03.2023 aan verzoekster ter kennis gebracht.”

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union (sic) ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 23.09.2022, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [B.R.] (NNxxx), de nationalité Pays-Bas, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

En effet, selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : (...) les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ».

Or, d'une part, la qualité « à charge » de la personne concernée par rapport à celle qui lui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée pour les raisons suivantes :

- La personne concernée n'a pas établi qu'elle était démunie ou que ses ressources étaient insuffisantes pour lui permettre de vivre décemment lorsqu'elle résidait dans son pays de provenance (la lettre manuscrite écrite par l'intéressée (sic) n'a qu'une valeur déclarative car elle n'est pas étayée par des documents probants et le certificat marocain d'indigence daté du 08/07/2021 est trop ancien par rapport à la présente demande pour la justifier (c'est sa première demande comme membre de famille à charge de [B.R.]) ;
- Elle n'a pas démontré que le soutien matériel de la personne rejointe lui était nécessaire au pays de provenance et n'a pas prouvé de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint ;
- Elle n'a pas démontré que la personne ouvrant le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante pour la prendre en charge (aucun document n'a été produit à cet effet).

D'autre part, l'intéressée n'a pas prouvé avoir fait partie du ménage au pays de provenance de la personne qui lui ouvre le droit au séjour car la composition de ménage à Tanger datée du 09/09/2020 dans laquelle il est mentionné que la demandeuse et sa sœur ont été inscrites à la même adresse du 10/05/2017 au 10/08/2020 ne permet pas d'établir de manière suffisante que cette dernière condition est remplie.

En effet, selon larrêt de la CJUE du 15/09/2022 dans l'affaire C 22/21 (Arrêt Minister for Justice and Equality - Ressortissant de pays tiers cousin d'un citoyen de l'Union), la notion d'« autre membre de la famille faisant partie du ménage du citoyen de l'Union » énoncée par la directive 2004/38/CE désigne toute personne entretenant avec un citoyen de l'Union une relation de dépendance fondée sur des liens personnels, étroits et stables. « [...] L'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de la directive 2004/38 doit être interprété en ce sens que la notion de « tout autre membre de la famille qui fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal », visée à cette disposition, désigne les personnes qui entretiennent avec ce citoyen une relation de dépendance, fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer, dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance. »

L'existence d'un tel lien s'apprécie en fonction, outre du degré de parenté entre les deux personnes, des circonstances propres aux cas, de l'étroitesse de la relation familiale ainsi que de la réciprocité et de l'intensité du lien entre ces deux personnes. S'agissant de la stabilité du lien, il doit être tenu compte de la durée de la communauté de vie domestique entre le citoyen de l'Union et l'autre membre de sa famille concerné, comprenant les périodes postérieures et antérieures à l'acquisition du statut de citoyen. Enfin, il convient également de prendre en considération le fait qu'au moins une des personnes se trouverait affectée si elle était empêchée de faire partie du ménage du citoyen de l'Union.

Or, il ne ressort pas du dossier de la personne concernée qu'elle remplisse la condition de membre de famille faisant partie du ménage telle que précisée par l'arrêt précité. En effet, le seul fait d'avoir été

inscrites à la même adresse ne permet pas d'établir cela. Il est également à noter que l'inscription à la même adresse à Tanger a pris fin il y a plus de 2 ans et que [B.R.] est inscrite en Belgique depuis l'année 2020 (soit depuis plus de 2 ans).

La personne concernée est tenue d'apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Il incombe donc à la personne concernée d'invoquer ou fournir d'elle-même l'ensemble des éléments utiles à l'appui de sa demande et il n'appartient pas à l'Office des étrangers de l'entendre préalablement à l'adoption de la présente décision.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies et la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé.

Cependant, l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée et les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n°47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent (sic) se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 23.09.2022 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. La requérante prend un premier moyen dirigé contre la décision de refus de séjour de plus de trois mois libellé comme suit :

“Schending van artikel 42§1, eerste lid, van de Wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: Vreemdelingenwet). Schending van artikel 10, eerste lid, van de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004, betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grond van de lidstaten voor burgers van de Unie en hun familieleden (hierna : richtlijn 2004/38/EG). Schending beginsel van behoorlijk bestuur, namelijk vertrouwensbeginsel.”

In casu dateert de aanvraag tot de afgifte van een verblijfskaart als familielid van een Unieburger van 23-09-2022. De bestreden beslissing werd genomen op 13 maart 2023 en aan verzoeker ter kennis gebracht op 16-03-2023.

Artikel 42 §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet luidt:

“Het recht op een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden volgend op de datum van aanvraag zoals bepaald in § 4, tweede lid, erkend aan de burger van de Unie en zijn familieleden onder de voorwaarde en voor de duur door de Koning bepaald overeenkomstig de Europese veroordeningen en richtlijnen. Bij de erkenning wordt rekening gehouden met het geheel van de elementen van het dossier”.

Dit artikel is een omzetting van artikel 1, eerste lid, van de richtlijn 2004/38/EG.

Laatst genoemde bepaling luidt:

“Het verblijfsrecht van de familieleden van een burger van de Unie die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, wordt binnen zes maanden na de datum van indiening van een aanvraag ter zake vastgesteld

door de afgifte van een document (verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie). Een verklaring dat de aanvraag om een verblijfskaart is ingediend, wordt onmiddellijk afgegeven.

Artikel 52 <KB 2011-09-21/33, artikel 6,033; Inwerkingtreding: 1-06-2008> § 1.[1 Het familielid dat zelf geen burger van de Unie is en zijn familieband overeenkomstig artikel 44 bewijst, dient een aanvraag in voor een verblijfskaart van familielid van een burger van de Unie bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 19ter.

In dit geval wordt de betrokkene, na de controle van de verblijfplaats, ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het bezit geteld van een attest van immatriculatie (model A) met een geldigheidsduur van zes maanden, te rekenen vanaf de aanvraag. De woorden "Minister van tewerkstelling en Arbeid of", die voorkomen in de tweede paragraaf van de tekst op de voorzijde van dit document, worden geschrapt.

Indien de vreemdeling het bewijs van zijn familieband daartegen niet overlegt, overeenkomstig artikel 44, om zijn aanvraag te staven, neemt de burgemeester of zijn gemachtigde de aanvraag niet in overweging, door middel van een document overeenkomstig het model bijlage 19quinquies. Hij overhandigt geen bijlage 19ter.]1

Na de woonstcontrole wordt de betrokkene wordt de betrokkene ingeschreven in het vreemdelingenregister en hij ontvangt een attest van immatriculatie model A met een geldigheidsduur van [1 zes maanden]1 te rekenen vanaf de aanvraag.

De woorden "van het ministerie van tewerkstelling en Arbeid of", die voorkomen in het tweede lid van de tekst zijde 1 van dit document, worden geschrapt

§ 2. Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient het familielid bovendien de volgende documenten over te maken:

1°. Het bewijs van zijn identiteit overeenkomstig artikel 41, tweede lid, van de wet;

2°. [1 de documenten waarmee op geldige wijze kan worden vastgesteld dat hij de voorwaarden die zijn voorgeschreven bij de artikelen 40bis, §2 en §4, of 40ter, van de wet, die op hem van toepassing zijn, vervult.]1

§3. Indien het familielid na afloop van drie maanden niet alle vereiste bewijsstukken heeft overgemaakt of indien uit de woonstcontrole niet blijkt dat het familielid op het grondgebied van de gemeente verblijft, weigert het gemeentebestuur de aanvraag door middel van een bijlage 20 dat desgevraagd een bevel om het grondgebied te verlaten bevat. Het attest van immatriculatie wordt ingetrokken.

§4 indien het familielid alle vereiste documenten heeft overgemaakt, maakt het gemeentebestuur de aanvraag over aan de gemachtigde van de Minister.

[1 Indien de Minister of zijn gemachtigde het verblijfsrecht toekent of als er geen enkele beslissing is genomen binnen de termijn bepaald bij artikel 42, van de wet, geeft de burgemeester of zijn gemachtigde aan de vreemdeling een "verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie overeenkomstig het model van bijlage 9 af.]1

[de kostprijs die de gemeente...]

[Wanneer het gemeentebestuur zich in in de onmogelijkheid bevindt om onmiddellijk over te gaan tot afgifte van deze kaart...].

[Indien de Minister of zijn gemachtigde].

Blijkens dat verzoekster bij de indiening van de aanvraag op 23-09-2022 volgende bewijsstukken heeft overgelegd:

- 1) Haar geldig paspoort;
- 2) Kopie integraal van haar geboorteakte met apostilleblad;
- 3) Een verklaring van behoefte (Certificat administrative d'indigence) uit Marokko met dagtekening 08 juli 2021, met apostilleblad;
- 4) Een attest van gezinssamenstelling (composition de ménage historique) op naam van haar zus [R.], afgegeven door het gemeentebestuur van Tanger (Marokko) op 09-09 2020 met apostilleblad;
- 5) Een geldigpaspoort van het paspoort van haar zus [R.B.];
- 6) Een verblijfsdocument afgegeven door gemeente Elsene aan [R.B.], Rijksregisternummer [xxx].

De Staatsecretaris voor Asiel en Migratie, althans zijn gemachtigde, heeft geen waarde gehecht aan de overgelegde verklaring van behoefte (certificat administrative d'indigence) met dagtekening 08-07-2021 en in twijfel getrokken en dat verzoekster niet heeft aangetoond dat zij vanaf de vestiging van haar zus [R.] in Brussel door die zus is in de kosten van haar levensonderhoud is voorzien dan wel onder ten haar laste was. Verzoekster was een derde jaar studente in Tanger totdat zij naar België is ingereist. Voor

de goede orde overlegt verzoekster een overzicht van geldovermakingen met Customer Certificates SW Small World Financial Services Spain waaruit blijkt de geldovermakingen in de période van 01-01-2019 tot 22-03-2023.

Verzoekster is van mening dat de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, althans zijn gemachtigde, ten onrechte geen waarde gehecht aan de overgelegde verklaring waaruit blijkt dat hij behoeftig is en dat hij afhankelijk is geweest van zijn referent (de broer). Verzoeker verwijst naar mededeling van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 02-07-2009, COM(2009) 313 aan het Europees Parlement en de Raad, onder punt 2.1.3. Andere familieleden.

Artikel 3,lid 2, onder a), bevat geen beperkingen met betrekking tot de graad van verwantschap in het geval van 'andere familieleden'.

2.1.4. Ten laste komende familieleden

Volgens de rechtspraak [14] vann het Hof vloeit de hedanigheid van 'ten laste komend'familieel voort uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund [15] door de EU-onderdaan of door diens echtgenoot/partner. De hoedanigheid van ten laste komend familieel veronderstelt niet een recht op levensonderhoud. Er hoeft te worden onderzocht of de betrokken familieleden in theorie in staat zouden zijn zelf in hun onderhoud te voorzien, bijvoorbeeld door betaalde arbeid te verrichten.

Om vast te stellen of familieleden ten laste zijn, moet geval per geval worden beoordeeld of zij, gezien hun financiële situatie en sociale toestand, materiële steun nodig hebben om in hun basisbehoefte te kunnen voorzien in het land van herkomst of het land vanwaar zij kwamen op het ogenblik dat zij verzochten om hereniging met de EU-burger (d.w.z. niet in het gastland waar de EU-burger verblijft). In zijn arresten over het begrip afhankelijkheid verwees het Hof niet naar de hoogte van de levensstandaard om te bepalen of financiële steun door de EU-burger noodzakelijk was [16].

In de richtlijn zijn geen voorwaarden gesteld met betrekking tot de minimumduur van de afhankelijkheid of het bedrag van de verstrekte materiële steun. Het moet alleen gaan om een echte, structurele afhankelijkheid.

Ten laste komende familieleden moeten bewijsstukken overleggen waaruit blijkt dat zij afhankelijk zijn. Zoals bevestigd door het Hof, kan het bewijs met elk passend middel worden geleverd [17]. Wanneer de betrokke familieleden hun afhankelijkheid kunnen antonen met een ander middel dan een certificaat dat is afgegeven door de bevoegde autoriteit van het land van herkomst of het land waarvan zij komen, mag het gastland niet weigeren hun rechten te erkennen. De enkele verbintens van de EU-burger om het betrokken familieel ten laste te nemen, is op zich niet voldoende om de afhankelijkheid aan te tonen.

Overeenkomstig artikel 3, lid 2, hebben de lidstaten een zekere beoordelingsmarge bij de vaststelling van de criteria waarmee rekening moet worden gehouden bij het besluit of aan "andere ten laste komende familieleden" de uit de richtlijn voortvloeiende rechten worden toegekend. De lidstaten kunnen deze criteria echter niet volledig vrij vaststellen. Teneinde de eenheid vann het gezin in een verruimde betekenis te handhaven, moet overeenkomstig de nationale wetgeving de persoonlijke situatie van de betrokken aanvragers zorgvuldig worden onderzocht, waarbij conform overweging rekening moet worden gehouden met hun relatie met de EU-burger of andere omstandigheden, zoals het feit dat zij financieel of lichamelijk afhankelijk zijn.

Bij afwijzend besluit moeten alle materiële en procedurale waarborgen van de richtlijn in acht worden genomen. Het besluit moet schriftelijk gemotiveerd en openstaan voor beroep.

Verzoekster heeft bij de indiening van de aanvraag voldoende aangetoond en aannemelijk gemaakt dat zij de zus is van [R.B.], dat zij van haar financieel afhankelijk was aangezien zij behoeftig was in het land van herkomst en dat zij deel uitmaakte van haar gezin vóór haar vertrek van Tanger naar België.

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, althans zijn gemachtigde, kunnen niet stellen dat de overgelegde verklaringen ondeugdelijk zijn. Deze verklaringen voldoen aan de gestelde voorwaarden in de mededeling van de Europese Commissie van 02-07-2009 aan het Europees Parlement en de Raad."

2.2. La requérante prend un deuxième moyen dirigé contre la décision de refus de séjour de plus de trois mois, libellé comme suit :

"Schending van artikel 47/1, 2e Vreemdelingenwet.

Schending materiële en formele motiveringsplicht Schending art. 2 en 3 Wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandeling. Schending beginsel van behoorlijk bestuur waaronder schending zorgvuldigheidsplicht.

Gemachtigde werpt op dat uit het administratief dossier blijkt dat de referentiepersoon vanuit Nederland naar België was verhuisd.

Verzoekster en haar referentiepersoon vonden wel degelijk een gezinscel in Marokko en vervolgens werd verzoekster door de referentiepersoon in het levenonderhouden en continu ten laste genomen. De voorwaarden van artikel 47/1, 2e VW. Zijn daarom vervuld.

Respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt in dat de administratie bij het nemen van een beslissing moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken. Het is aan verweerde om een zorgvuldig onderzoek te voeren en zich op de juiste feitelijke gegevens te baseren (RvS 02 februari 2007, nr. 167.411; RvS 14 februari 2006, nr. 154.954).

De Staatssecretaris, verweerde, heeft in casu nagelaten een zorgvuldig onderzoek te doen naar de feiten. Verweerde manifest onjuist feitelijke gegevens hanteert, missen de motiven e voldoende feitelijke grondslag.

Uw Raad bevestigde dit o.q. in arrest nr. 198 987 van 31 januari 2018:

"verzoeker voeren in wezen de schending aan van de materiële motiveringsplicht.

Deze plicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op deugdelijke motieven, dit zijn motieven waarvan het feitelijk bestaan naar behoren bewezen is en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking genomen kunnen worden (RvS 5 december 2011, nr. 216.669, Glorie). De materiële motivering vereist met andere woorden dat voor elke administratieve beslissing rechtes onaardbare motiven met een voldoende feitelijke grondslag moet bestaan. "

De materiële motiveringsplicht en de zorgvuldigheidsplicht blijken door verweerde geschonden te zijn; de bestreden beslissing laat verzoeker niet toe te begrijpen waarom zijn aanvraag tot verblijf mislukt is, gezien verzoeker wél de gevraagde bewijzen heeft voorgelegd / overgelegd en dat hij aan de voorwaarden die de wet stelt, voldoet.

De motiveringsplicht, zoals onder meer neergelegd in artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 schrijft voor dat de motivering in de akte de juridische en feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen en dat de motivering in rechte en in feite evenredig moet zijn aan het gewicht van de genomen beslissing RvS 06 September 2002, nr. 110 071 ; RvS 21 juni 2004, nr. 132.710). De motivering dient in dit opzicht dus draagkrachtig zijn, hetgeen wil zeggen dat de motivering voldoende duidelijk en deugdelijk zijn, juist, niet tegenstrijdig, pertinent, concreet, precies en volledig moet zijn (RvS 31 augustus 2009, nr. 195.654).

De motivering dient de beslissing verantwoorden om draagkrachtig te zijn. De beslissing in casu gebaseerd op een manifest onjuist motieven en is daarom niet draagkrachtig.. De beslissing is niet afdoende gemotiveerd. De materiële motivering is geschonden.

De beslissing dient te worden vernietigd."

2.3. La requérante prend un premier moyen dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, libellé comme suit :

"Het bevel is nietig omdat het steunt op een beslissing tot weigering van verblijf die nietig is.

Ondergeschikt mocht de beslissing verblijf niet worden vernietigd, quo non, dn wenst verzoeker volgende argumenten aan te brengen ter staving van het verzoek tot nietig verklaring.

EERST MIDDEL: schending artikel 74/13 Vreemdelingenwet. Schending Materiële motiveringsplicht.

Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt dat bij het nemen van een beslissing tot verwijdering rekening worden gehouden metv hoger belang van het kind, het gezins-en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokkenen.

Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet weerspiegelt in deze zin hoger rechtsnormen, zoals deze onder meer voortvloeien uit artikel 8 van het EVRM. In die zin diende ook artikel 8 EVRM te worden gerespecteerd.

Een bevel is een verwijderingsmaatregel.

De bestreden beslissing stelt louter:

"conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980;"

Dit is een algemene motivering. Er is geen enkele inhoudelijke overweging opgenomen met betrekking tot de criteria opgenomen in artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet. Dit artikel maakt een individuele onderzoek nochtans noodzakelijk. Verzoeker kan onmogelijk nagaan of er met zijn gezins-, en familieleven op zorgvuldige wijze rekening werd gehouden (RvV nr. 186.639 van 09 mei 2017, RvV nr. 217.441 van 26 februari 2019).

Laatste alinea van de motivering van de gemachtigde houdt bovendien geen steek. Voor elke verwijderingsbeslissing moet een autonome toets worden doorgevoerd aan de hand van artikel 74/13 Vreemdelingenwet. Of er al dan niet aan de voorwaarden van artikel 47/1 Vreemdelingenwet is voldaan, staat hier los van.

Bovendien wenst verzoekster ondergeschikt ook hier op te merken dat hij wel aan de voorwaarden van artikel 47/1 Vreemdelingenwet voldoet.

De motivering is geschonden."

2.4. La requérante prend un deuxième moyen dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, libellé comme suit :

"Schending van artikel 41 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie. Schending van het hoorrecht.

Dat verzoekster tevens het voorwerp uitmaakt van een bevel om het grondgebied te verlaten.

Dat het grondwettelijk Hof (arrest 43/2013) oordeelde dat een bevel onder toepassing van richtlijn 2004/38/EG valt en dat derhalve het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie van toepassing is.

Art artikel 41 van het Handvest als volgt luidt:

"1. *Eenieder heeft recht op dat zijn zaken onpartijdig, billijk en binnen een redelijke termijn door de instellingen en organen van de Unie worden behandeld.*

2. *Dit recht behelst met name:*

- *het recht van eenieder te worden gehoord voordat jegens hem een voor hem nadelige individuele maatregelen worden genomen;*
- *het recht van eenieder om toegang te krijgen tot het dossier hem betreffende, met inachtneming van gerechtvaardigde belang van vertrouwelijkheid en het beroeps-en het zakengeheim, de plicht van betrokken instanties om hun beslissingen met redenen te omkleden.*

3. *Eenieder heeft recht op vergoeding door de gemeenschap van de schade die door haar instellingen of haar personeelsleden in de uitoefening van hun functie is veroorzaakt, overeenkomstig de algemene beginselen die rechtsstelsels der lidstaten gemeen hebben.*

4. *Eenieder kan zich in een van de talen van de verdragen tot de instellingen van de Unie wenden en moet ook in die taal antwoord krijgen.*"

Dat artikel 41 van het Handvest van toepassing is op alle handelingen die worden gesteld in de uitvoering van de Europese regelgeving, waaronder zeker begrepen zijn handelingen die voortvloeien uit de toepassing van richtlijnen.

In het arrest van M.G. en R.N tegen Nederland van het Hof van Justitie van 10-09-2013 wordt gesteld dat de nationale rechter een eventuele schending van het hoorrecht als volgt dient te onderzoeken. (overweging 38):

Verzoeker is van mening dat verweerde hem niet heeft gehoord voorafgaand aan de beslissing betreffende verwijdering, bevel om het grondgebied te verlaten, en evenmin hem daartoe in de gelegenheid heeft gesteld. In verzoekersvisie is dit een schending van zijn hoorrecht als bedoeld in artikel 41 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie."

3. Discussion

3.1. Sur les premier et deuxième moyens réunis dirigés contre la décision de refus de séjour de plus de trois mois, le Conseil observe que la partie défenderesse a refusé de faire droit à la demande de carte de séjour introduite par la requérante sur la base de l'article 47/1 de la loi aux motifs principaux que celle-ci « *n'a pas établi qu'elle était démunie ou que ses ressources étaient insuffisantes pour lui permettre de vivre décemment lorsqu'elle résidait dans son pays de provenance* », qu'elle « *n'a pas démontré que le soutien matériel de la personne rejoindre lui était nécessaire au pays de provenance et n'a pas prouvé de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint* », qu'elle « *n'a pas démontré que la personne ouvrant le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante pour la prendre en charge* » et qu'enfin, elle n'a pas davantage « *prouvé avoir fait partie du ménage au pays de provenance de la personne qui lui ouvre le droit au séjour* ».

En termes de requête, le Conseil constate que ces motifs ne font l'objet d'aucune critique concrète et pertinente, la requérante se contentant d'émettre quelques considérations théoriques et jurisprudentielles afférentes à l'article 47/1 de la loi et à la teneur de la notion « d'être à charge », de réitérer les éléments présentés à l'appui de sa demande de carte de séjour et d'affirmer péremptoirement remplir toutes les conditions visées à cette disposition précitée. Ce faisant, la requérante tente en réalité de solliciter du Conseil qu'il substitute son appréciation des faits à celle de la partie défenderesse, démarche qui excède la portée du contrôle de légalité auquel il est astreint au contentieux de l'annulation.

Quant aux transferts d'argent évoqués par la requérante en termes particulièrement laconiques, le Conseil observe à la lecture du dossier administratif qu'ils n'ont pas été portés à la connaissance de la partie défenderesse en manière telle qu'il ne peut être question de lui reprocher leur non prise en compte.

Partant, les premier et deuxième moyens dirigés contre la décision de refus de séjour de plus de trois mois ne sont pas fondés.

3.2. Sur les premier et deuxième moyens réunis dirigés contre l'ordre de quitter le territoire, le Conseil observe que l'argumentaire de la requérante afférent à l'article 74/13 de la loi manque en fait, une simple lecture de la mesure d'éloignement attaquée démontrant que la partie défenderesse s'est prononcée sur l'état de santé et la vie familiale de la requérante au regard de cette même disposition et ce, à la suite d'un examen individuel de sa situation.

Par ailleurs, s'agissant du droit d'être entendu, le Conseil rappelle que la CJUE a indiqué, dans son arrêt C-249/13, rendu le 11 décembre 2014, que « Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts [...]. Selon la jurisprudence de la Cour, la règle selon laquelle le destinataire d'une décision faisant grief doit être mis en mesure de faire valoir ses observations avant que celle-ci soit prise a pour but que l'autorité compétente soit mise à même de tenir utilement compte de l'ensemble des éléments pertinents. Afin d'assurer une protection effective de la personne concernée, elle a notamment pour objet que cette dernière puisse corriger une erreur ou faire valoir tels éléments relatifs à sa situation personnelle qui militent dans le sens que la décision soit prise, ne soit pas prise ou qu'elle ait tel ou tel contenu [...]. Ensuite, [...] en application de l'article 5 de la directive 2008/115 [...], lorsque les États membres mettent en œuvre cette directive, ceux-ci doivent, d'une part, dûment tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale et de l'état de santé du ressortissant concerné d'un pays tiers ainsi que, d'autre part, respecter le principe de non-refoulement. Il s'ensuit que, lorsque l'autorité nationale compétente envisage d'adopter une décision de retour, cette autorité doit nécessairement respecter les obligations imposées par l'article 5 de la

directive 2008/115 et entendre l'intéressé à ce sujet [...]. Il résulte de ce qui précède que le droit d'être entendu avant l'adoption d'une décision de retour doit permettre à l'administration nationale compétente d'instruire le dossier de manière à prendre une décision en pleine connaissance de cause et de motiver cette dernière de manière appropriée, afin que, le cas échéant, l'intéressé puisse valablement exercer son droit de recours [...] » (CJUE, 11 décembre 2014, Boudjlida, C-249/13, § 36, 37, 48, 49 et 59).

Le Conseil rappelle également que dans son arrêt C-383/13, prononcé le 10 septembre 2013, la CJUE a précisé que « [...] selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...]. Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] » (CJUE, 10 septembre 2013, M.G. et N.R., C-383/13, § 38 et 40).

Or, en l'espèce, la requérante ne précise aucunement les éléments qu'elle aurait pu faire valoir auprès de la partie défenderesse et qui auraient pu amener cette dernière à prendre une décision autre que celle attaquée par le présent recours de sorte qu'il ne peut être question d'une violation du droit d'être entendu.

Par conséquent, les premier et deuxième moyens dirigés contre l'ordre de quitter le territoire ne sont pas non plus fondés.

3.3. Au regard de ce qui précède, il appert qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre novembre deux mille vingt-trois par :

V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT